

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18183 - 71ÈME ANNÉE

Un sujet capital ignoré par la collectivité chargée de l'économie

Aides de l'État : les patrons vont-ils demander le soutien de la Région ?

Les organisations patronales sont inquiètes. Elles ont adressé au président de la République. Elles craignent une remise en cause par l'Europe d'une grande partie des aides publiques versées aux entreprises et sont allées à Paris mardi demander audience à François Hollande. Le même jour, la majorité régionale n'a jamais affiché son soutien à la démarche des patrons, même pas par une motion alors qu'elle dirige la collectivité chargée de l'économie. Les organisations patronales vont-elles demander à la Région de les soutenir ?



La remise en cause des aides de l'État aurait un impact dans tous les secteurs.

Une rencontre le 15 juin dernier entre la Commissaire européenne à la Concurrence, Margarethe Vestager, et le gouvernement, est à l'origine d'un vent de panique souffle chez les organisations patronales. La commission européenne demande en effet à Paris de réduire le plafond des aides versées aux entreprises de l'Outre-mer. À La Réunion, l'octroi de mer est notamment visé. Pour être reconduit pour 5 ans, il doit passer sous le régime général d'exemption par catégorie (RGE). Il sort ainsi du champ d'application de l'article 349 du Traité de Lisbonne qui permet aux Régions ultrapériphériques de l'Union européenne, les RUP, d'avoir le droit de bénéficier de l'adaptation des politiques européennes. La France n'est pas opposée à cette proposition.

Tout sauf une surprise

Cette orientation est tout sauf une surprise. L'Union européenne est sous l'influence d'une idéologie ultra-libérale mettant en avant le principe de la concurrence libre et non-fauscée. Cela a pour conséquence d'aller vers la suppression des aides publiques au secteur privé. L'agriculture connaît cette évolution sous la forme de la suppression des quotas. La France n'a jamais voté contre la suppression des quotas. Elle continue donc de suivre la même politique en emboitant le pas à l'Union européenne. Au bout de 10 jours, les bénéficiaires des aides publiques remises en partie en cause ont réagi. Ils ont choisi d'écrire une lettre au président de la République, et d'adres-

ser une copie à la presse. Ce mardi, moins d'une semaine après la lettre, une délégation de patrons réunionnais était à Paris. Selon les informations du Quotidien d'hier, la délégation a été déçue de ne pas avoir été reçue par le président de la République. Après avoir interpellé François Hollande, les organisations patronales comptaient le rencontrer afin qu'il règle le problème en téléphonant à la Commissaire européenne à la Concurrence. Au lieu du président de la République, ils ont été reçus par un de ses conseillers qui a fait son travail : il les a écoutés et a fait passer un message. La France va choisir de passer par la négociation. Cette réponse n'a guère convaincu les bénéficiaires des aides. Leur seule satisfaction est d'avoir été reçu par un conseiller et des administratifs, ce qui leur montre qu'ils ne sont pas abandonnés.

L'Alliance seule à en parler

Si les craintes du patronat se concrétisent, alors se sera la remise à plat de toute l'économie. Certains semblent surpris de la soudaineté des événements, pas le PCR. Le PCR est en effet un parti qui travaille à un projet pour dépasser la crise actuelle. Depuis de nombreuses années, le PCR met en garde sur les conséquences du tournant ultra-libéral choisit par l'Union européenne. Il avait même appelé à voter « non » au Traité constitutionnel européen de 2005. Ce qui peut sembler une maladresse ou une légèreté du gouvernement pour certains n'est-il pas plutôt un geste

mûrement réfléchi pour aller vers encore plus d'intégration entre La Réunion, la France et l'Europe.

À La Réunion, il existe bien une collectivité compétente en matière économique, c'est la Région Réunion. Mardi, elle avait une assemblée plénière. Seule l'Alliance a posé ce problème lors du débat sur l'octroi de mer. Elie Hoarau a expliqué ce qui se trame, et les conséquences de la décision conjointe de la France et de l'Europe.

Quant à la majorité régionale, ce sujet ne semblait pas l'inspirer. Les craintes exprimées face à la chute des aides publiques n'ont pas eu leur traduction dans une motion venant du groupe majoritaire.

Les patrons à la Région ?

Hier encore, la Région tenait une conférence de presse. Mais elle n'a pas rectifié le tir, préférant s'en prendre au gouvernement au sujet d'un retard supposé dans l'instruction de dossiers de subvention pour des jeunes qui partent faire des études en France. En d'autres temps, il est clair que la Région Réunion n'aurait pas manqué d'essayer de rassembler le plus largement possible pour faire face à une remise en cause des intérêts de La Réunion. Car derrière la baisse des aides d'État, il y a l'essentiel : des travailleurs qui sont sous la menace du chômage. Les organisations patronales peuvent donner l'occasion à la Région de se ressaisir et d'assumer sa part de défense des intérêts de La Réunion.

France : Records de chaleur battus, et ce n'est que le mois de juin

Des records de température viennent d'être battus en France alors que juin n'est pas traditionnellement le mois le plus chaud. Le thermidor du calendrier révolutionnaire renvoie d'ailleurs à août.

La canicule s'abat sur la France depuis mardi. Et semble même s'étendre. Alors que 40 départements étaient placés en vigilance orange hier, Météo France a étendu ce dispositif à 47 départements mercredi et cela, jusqu'à jeudi 16 heures. Le thermomètre devrait flirter avec les 40 degrés mais c'est en Île-de-France, en Champagne, en

Bourgogne et en Périgord que des records sont attendus. Dans la capitale, on a déjà enregistré un record à 39,7 degrés.

À Paris, les 40 degrés ont été frôlés. Selon La Chaîne Météo, un record de chaleur a d'ores et déjà été battu en Île-de-France, à Paris. Au parc Montsouris, le thermomètre a enregistré 39,7 degrés, soit plus que lors de l'épisode de canicule de 2003 (39,5°C). Mais la capitale n'est pas la seule ville qui a enregistré un record de chaleur. Dieppe, en Seine-Maritime, et Boulogne-sur-Mer, dans le Pas-de-Calais, ont eux aussi enregistré un nouveau record. A Dieppe,

le thermomètre a grimpé jusqu'à 37,3°C, soit 0,3°C de plus qu'en 2006, date du record. A Boulogne-sur-Mer, le mercure est monté jusqu'à 35,1°C, effaçant là un record de 2003 (34,8°C).

Edito

Comment réparer un énorme gâchis politique ?

Rien n'est innocent en politique. Si votre décision est à contre courant de l'Histoire, tôt ou tard, les réalités vous rattraperont. Pour illustrer ce propos, prenons le choix des Etats-Unis d'imposer à Cuba un embargo dans le but d'affamer les Cubains et provoquer un renversement du gouvernement dirigé par Fidel Castro. Au bout d'un demi siècle, la question cubaine était inscrite dans la profession de foi du candidat Obama. Il n'a pas fait grand chose lors de son premier mandat mais à 2 ans de quitter sa 2e mandature, il a décidé de rouvrir une Ambassade à la Havane, capitale de Cuba. Cuba fera de même aux Etats-Unis. Ce sera opérationnel le 20 juillet, dans 3 semaines.

C'est une victoire considérable de tous ceux qui ont toujours soutenu l'expérience de Cuba. Mais, ce n'est qu'un pas dans la bonne direction car un gros travail est à faire pour rétablir la confiance mutuelle sur une base d'Egalité et de Respect. En effet, la levée de l'embargo dépend du Sénat qui s'oppose majoritairement contre la politique de Obama. Une bonne nouvelle n'arrivant jamais seule, ne boudons pas notre fierté de reprendre un communiqué de l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé).

Le même jour, l'OMS a annoncé qu'il a validé le fait que Cuba est devenu le premier pays au monde à avoir réussi à éliminer la transmission entre la mère et l'enfant du VIH et de la syphilis. Le protocole de santé cubain a été expertisé par une commission mondiale d'experts qui a conclu à la validation. C'est une grande avancée

dans la protection sanitaire des nouveaux-nés. C'est une génération qui a été sauvée. Ce résultat positif rejaillit sur l'ensemble de la planète où le nombre de femmes enceintes et contaminées se compte par millions.

Ces 2 évènements ouvrent des perspectives considérables pour la Paix entre les peuples. Ils rappellent que tous ceux qui avaient insulté Cuba et ses dirigeants et fomenté des coups tordus à leur rencontre, notamment en poursuivant l'objectif d'éliminer les communistes, ont perdu la bataille, sur le plan politique, social et technologique. Cela impacte la société réunionnaise où le PCR et ses dirigeants ont été copieusement insultés et interdits d'antenne.

Maintenant que les Etats Unis et Cuba ont annoncé l'ouverture d'Ambassades entre les 2 pays, comment nos anti-communistes pays vont-ils réparer le tort immense qu'ils ont causé à la population depuis un demi siècle ? Comment celles et ceux qui ont préféré faire de l'anti-communisme vont-ils exister maintenant ? Comme le dit Fidel Castro, nous avons le droit d'être communistes.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Les Grecs pourront choisir dimanche

Grèce : la gouvernement réaffirme son soutien au « non »

Dans une allocution télévisée, le premier ministre grec s'est dit déterminé à maintenir le référendum pour laisser la possibilité aux Grecs de s'exprimer. Il s'est clairement positionné en faveur du « non », espérant qu'un refus donne un levier supplémentaire à la Grèce dans les négociations avec ses créanciers pour « obtenir un meilleur accord ».

La Grèce, qui n'a pas remboursé à temps 1,6 milliard d'euros dus au FMI, est officiellement en défaut de paiement et ne peut plus prétendre aux crédits du programme d'assistance financière qui a parallèlement expiré mardi à minuit, même si les discussions se poursuivent.

Depuis son arrivée au pouvoir, fin janvier, le gouvernement Tsipras insiste pour que la question d'une restructuration de la gigantesque dette grecque, proche de 180 % du PIB, soit au centre de ses négociations avec les « institutions » (Commission européenne, Banque centrale européenne et FMI).

Une grande partie de ses partenaires s'y sont refusés lors des cinq mois écoulés de négociations tortueuses, réclamant d'abord qu'Athènes s'engage sur des réformes économiques et fiscales en échange du déblocage de la dernière tranche du plan d'aide avant de discuter ultérieurement du poids écrasant de la dette grecque.

Attente du referendum

Mais les partenaires de la Grèce au sein de la zone euro, qui ont très mal pris l'annonce par le premier ministre grec d'un référendum, ne semblent guère laisser de place à des négociations avant le scrutin de dimanche.

« La seule chose que nous puissions faire est d'attendre l'issue (du référendum) et voir alors s'il y a des bases pour continuer à aider la Grèce, et de quelle manière », a déclaré mardi soir à Reuters le président de l'Eurogroupe, le Néerlandais Jeroen Dijsselbloem, à l'issue d'une réunion, par téléphone, des ministres des Finances de la zone euro, la douzième depuis l'arrivée au pouvoir à Athènes du parti de gauche anti-austérité Syriza.

« Ce qui peut changer, c'est la posture politique du gouvernement grec qui a mené à cette situation malheureuse », a-t-il poursuivi.

À Berlin, la chancelière Angela Merkel, a été également très claire : « Nous ne négocierons sur rien de nouveau avant que le référendum, tel qu'il est prévu, ait eu lieu », a-t-elle dit mardi en fin d'après-midi, alors que venait d'être annoncée la tenue de cette réunion extraordinaire de l'Eurogroupe.

Un troisième plan d'aide ?

Cette téléconférence avait été convoquée à la hâte à la suite de nouvelles propositions émanant du gouvernement grec, qui demandait en premier lieu une prolongation de quelques jours du programme d'assistance financière, mais aussi un accord sur deux ans avec le Mécanisme européen de stabilité (MES) pour couvrir ses besoins financiers avec, en parallèle, une restructuration de la dette.

L'extension du programme d'aide élaboré en mars 2012 a été rejetée dans la soirée par l'Eurogroupe. « Nous n'en sommes plus là, cela arrive trop tard », a dit Dijsselbloem. Depuis mardi minuit, le deuxième plan d'aide négocié entre la Grèce et ses créanciers en échange de mesures d'austérité n'est donc plus d'actualité, de même que ses dernières tranches de financement dont le déblocage dépendait d'un accord sur des réformes économiques et fiscales.

De même, avec le défaut de paiement constaté par le FMI peu après minuit Athènes n'aura plus accès à des financements du Fonds monétaire international tant qu'elle n'aura pas réglé cet arriéré de 1,6 milliard d'euros.

Une première pour le FMI

C'est la première fois qu'un pays développé se retrouve en défaut de paiement vis-à-vis du FMI, créé en 1944 pour œuvrer à la stabilité financière et à la coopération monétaire internationale.

Pour ce qui est de la suite, le ministre grec des Finances Yanis Varoufakis demande dans une lettre adressée au président de l'Eurogroupe l'élaboration d'un nouveau programme de crédit pour que la Grèce, à court de liquidités, puisse faire face aux échéances attendues d'ici 2017.

Mais Jeroen Dijsselbloem a prévenu qu'un nouveau programme d'aide pourrait être assorti de conditions plus strictes qu'auparavant.

Après les programmes de mai 2010 (110 milliards d'euros) et de mars 2012 (130 milliards d'euros) qui ont maintenu à flot les finances publiques du pays en contrepartie d'un régime sévère d'austérité, il s'agirait d'un troisième plan d'assistance depuis que la Grèce a basculé dans la crise, fin 2009.

Alexandre Yersin (1863-1943), une pièce sur l'échiquier colonial

Quand bien même Yersin se défiait de la politique, il eut beau se tenir éloigné des centres décisionnels, résider en Annam (cette « saleté de la politique », disait-il), c'est sous le képi rouge à l'ancre de marine qu'il faisait carrière, dans le Corps de santé colonial. Il n'y coupait pas.

« Il y avait encore du blanc sur les atlas et des maladies inconnues » au tournant du siècle. Le système colonial usait de la médecine tout autant que des armes pour (se) convaincre de sa suprématie. L'Occident répandait sur le monde la science et la raison : c'était ses principales armes de sa convoitise.

La défaite de Sedan en 1870 avait fait perdre l'Alsace et la Lorraine, la France s'en trouvait restreinte, ça ne passait pas, il fallait se venger, on aurait l'Afrique. Voilà la nation, à la conquête d'un vaste empire outremer, bien plus grand que celui des Allemands. « Des îles des Caraïbes à celles de la Polynésie, de l'Afrique à l'Asie : pas davantage que sur l'Union Jack le soleil ne se couchait sur le drapeau tricolore ».

Partout, la bande à Pasteur joue des coudes avec la bande à Koch (les Allemands) qu'il faut prendre de vitesse. Les deux camps bénéficient de l'accélération des moyens de transports, de la vapeur.

Même Rimbaud, le Poète révolutionnaire avait délaissé les Mots bleus et rouges et verts pour convoier à dos de chameaux des caisses d'armes pour le roi Ménelik, affirmant de la sorte haut et clair la suprématie française devant les visées territoriales anglaises et égyptiennes menées par Gordon.

Dès le début de sa carrière, en 1889, fraîchement émoulu de son doctorat de médecine, Suisse et bilingue, Alexandre Yersin est mandaté par Pasteur pour se rendre en Allemagne suivre à l'institut d'hygiène de Berlin les cours du découvreur du bacille de la tuberculose, Robert Koch. De l'espionnage. « Le grand lama Koch » attaque violemment Pasteur dans ses écrits. Yersin traduit les travaux du Maître pour Pasteur, dessine le plan du laboratoire de Berlin, rédige un rapport pour conclure qu'il ne sera pas bien difficile de faire mieux à Paris. Dès son retour, les bâtiments de l'institut Pasteur sont inaugurés avec pompe par le chef de l'État Sadi Carnot et ses hôtes internationaux. Ainsi s'affirme le rayonnement de la France.

Même éloigné, depuis 4 ans à Nha Trang, des centres politiques, Yersin est dans le viseur des autorités françaises qui le rappellent afin d'identifier à Hong Kong le facteur de la peste qui fait des ravages.

Bien entendu pour le savant, soigner la peste, c'est aussi soigner la société de l'antisémitisme. On est en pleine affaire Dreyfus. « Comme autrefois on accusait les juifs de propager la peste, on les soupçonne aujourd'hui d'avoir fomenté la défaite et trahi la France », précise Patrick Deville. Si à l'entrée du square Boucicaut, en bas du Lutetia, un panneau fut planté en 40 : « Parc à jeux, Réservé aux enfants, Interdit aux juifs », les antécédents ne manquent pas : « Interdit aux chiens et au Chinois », pouvait-on lire à l'entrée d'un parc de Shanghai dans les années 20.

Soigner la France de son mépris donc. Yersin ausculte et traite gratuitement les Annamites qui viennent le consulter. À sa mère il explique : « J'ai beaucoup de plaisir à soigner ceux qui viennent me demander conseil, mais je ne voudrais pas faire de la médecine un métier, c'est-à-dire que je ne pourrais jamais demander à un malade de me payer pour des soins. » Il précise : « Demander de l'argent pour soigner un de ces malades, c'est un peu lui dire la bourse ou la vie. »

Il n'empêche, les villageois continuent de l'appeler « Monsieur Nam » : Monsieur Cinq, en référence à ses cinq galons de médecin-colonel du Service de Santé de la Colonie. C'est peu dire que ce saint laïc, cet anachorète, cet ours, n'échappe pas à son destin de représentant de la France, tout accroché à la terre du Vietnam, à ses herbes hautes, emporté au courant du siècle naissant. 1902, à la demande de Doumer, alors gouverneur général de l'Indochine, il crée et dirige l'École de médecine de Hanoi. En 1904, il est nommé mandataire en Indochine de l'Institut Pasteur de Paris et directeur des Instituts de Saïgon et de Nha Trang. On implante des instituts Pasteur partout en brousse, comme on installait des comptoirs, des fortresses, des casernes. La politique française, Yersin, l'a bien compris avec sa piqûre de rappel en 1895 est une maladie pour laquelle il n'y a point de traitement.

Sitôt que le savant est envoyé étudier la « fièvre bilieuse » à Madagascar, il comprend qu'il s'agit d'une maladie inexistante, en vérité une maladie politique : la maladie du politique, précisément.

Voici ce qu'écrit Patrick Deville, son biographe : « Sa mission à Madagascar est davantage politique que scientifique et Yersin n'est pas dupe. C'est la grande histoire de la colonisation. C'est l'image de la France qu'on l'envoie répandre, comme on enverra Lyautey la répandre au Maroc. Dans les gardes à vue au commissariat, se succèdent le dur et le gentil. Si la présence de Yersin ne suffit pas à convaincre les Malgaches on enverra Gallieni. » Et de conclure : « Comme le Malgache fait sa mauvaise tête on envoie Gallieni. »

Le progrès, au vrai, a sans doute fait beaucoup plus de morts que les épidémies. Conrad a décrit l'horreur du chantier du train des Belges, et Dauguerches celui du railway français Siam-Cambodge. Un mort par traverse. Yersin, lui aussi, croyait ouvrir des routes, mais ce n'était pas toujours les siennes.

En 43, alors qu'il s'éteint, les physiciens enfermés à Los Alamos inventent l'arme atomique, partout dans le monde les découvertes des pasteuriens servent à préparer des armes bactériologiques.

Une dizaine d'années après la disparition du savant, la médecine commence à s'enliser en Afrique équatoriale, préfigurant les décolonisations. La maladie du sommeil inspire aux savants la lomidine, le médicament qui devait sauver le continent. Une sale affaire sanitaire exhumée des cartons par le chercheur Guillaume Lachenal et qui inspire ce chants du Cameroun : « Ndong meuzengue anga lere me nguet iben : L'injection contre la maladie du sommeil m'en a fait voir de toutes les couleurs... » La lomidisation est bien entendu déconseillée aux Européens, mais obligatoire pour les Africains qu'on va débusquer dans les villages et sur les check-points. Les effets secondaires sont calamiteux, tout comme cette colonisation qui rétrécit la planète, ce que continue la mondialisation. Déjà Yersin constatait : le monde est devenu en tout lieu le même, « la même magie bourgeoise à tous les points où la malle nous déposera. » Mal sans remède.

Jean-Charles Angrand

Oté

Poukoué in bann i di “Mwin lé pi la èk sa“?

Si ni vé argard in pé do pré tout lo tourné viré la politik zordi, si ni pran byin lo tan konprann konman éspass lo naffer la politik, i spé mandoné néna i pèrd lo fil vik tout lé fé pou anbrouy léspri shakinn, pou mié fé anval a nou koulèv. Zordi i di a ou lé blan, domin san zésplikasyon i pé di a ou la finn ni nwar, landomin ankor i pé roshanzé é lé konm sa tout l'tan, boudikont sé listwar kart nwar kart blan, ni pèrd touzour vik lo zé lé triké davanss. Poukoué mi di sa ?

Mi sort ékout in pé lo déba si lé zaktivité la rézyon rényon, Koman la koléktivité i fonksyonn èk son bidzé ? Dsi la rantré larzan, dsi lo dépans, koman la dépans lo larzan, koué la fé ansanm ousa i sort lo larzan, tousala ? Byin sir i sazi gro larzan. Dapré sak i di, néna noré ansèrv a zot konm i fo èk in salèr 8000 éro i prétan. Inn i akiz lot dawar tounsh in gro pékil pou son radio. Zot la konpri la parl aryink larzan é gro larzan tou lo tan. Boudikont la pa di tout, mé sanm pou mwin larzan i mank pa.

Dawar lé normal pou in koléktivité konm la rézyon rényon an parl larzan konm sa, mé minm moman mi antan linnsé dan son dérné létid i di konmsa 162 000 rényoné i viv dann in kartié priotitèr sètadir dann in kartié pov. Linnsé i dénonm 49 kartié pov. La plipar d'moun i viv anndan la i viv èk mwin 660 éros par mwa. Solman in mwa larzan pou ryink in kaskèt pou lo présidan pou in mwa i roprézant in an rovni pou in moun i rèt dann in kartié prioritèr. Alé konprann poukoué mandoné in bann i di “mwin lé pi la èk sa“

Justin